

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1459

[C — 2009/29232]

6 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le règlement d'ordre intérieur de base des écoles autonomes et des écoles annexées de l'enseignement fondamental ordinaire organisé par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement primaire, coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957;

Vu le décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1987 déterminant le règlement organique des établissements d'enseignement de plein exercice de l'Etat dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand à l'exclusion des établissements d'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 1998 fixant les projets éducatif et pédagogique de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécial, organisé par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 juillet 1998 fixant le règlement des études de l'enseignement fondamental ordinaire de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1999 définissant les sanctions disciplinaires et les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2008 définissant les dispositions communes en matière de faits graves devant figurer dans le règlement d'ordre intérieur de chaque établissement d'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre de l'enseignement obligatoire;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 2009;

Arrête :

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux écoles autonomes et annexées de l'enseignement fondamental ordinaire organisé par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « Parents », les parents des élèves fréquentant l'établissement ou la personne investie de l'autorité parentale.

Art. 3. L'emploi, dans le présent arrêté, des noms masculins pour les différentes fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 4. Le présent règlement d'ordre intérieur de base ne dispense pas les élèves ou leurs parents de se conformer aux textes légaux, règlements et instructions administratives qui les concernent, diffusés s'il échet par le Ministère de la Communauté française ainsi qu'à toute note interne ou recommandation émanant du chef d'établissement ou de son délégué.

Dans cette optique, le chef d'établissement ou son délégué veillera à intégrer, dans son propre règlement d'ordre intérieur, les dispositions relatives :

1. aux sanctions disciplinaires et aux modalités selon lesquelles elles sont prises en application de l'arrêté du 12 janvier 1999 visé ci-dessus ainsi que, s'il échet, les règles complémentaires à ces modalités d'application;

2. à la nature et à la durée des absences considérées comme justifiées, à la nature et à la durée des absences dont la justification peut être laissée à l'appréciation du chef d'établissement ou de son délégué en application de l'arrêté du 23 novembre 1998 visé ci-dessus;

3. aux faits graves pouvant justifier l'exclusion, en application de l'arrêté du 18 janvier 2008 visé ci-dessus.

Art. 5. En plus des dispositions visées à l'alinéa 2 de l'article 4, des règles complémentaires au règlement d'ordre intérieur de base peuvent être édictées par le chef d'établissement ou son délégué. Ces règles complémentaires sont soumises à l'avis préalable du conseil de participation de l'établissement et du comité de concertation de base. Sauf impropriation par le Ministre ou son délégué, pour erreur de droit ou contrariété à l'intérêt général, elles sont de plein droit d'application au terme d'un délai de soixante jours à dater de leur notification à la Direction générale de l'enseignement obligatoire. L'avis du conseil de participation et celui du comité de concertation de base sont joints à cette notification.

Art. 6. Toute demande d'inscription d'un élève émane des parents.

Elle peut également émaner d'une personne qui assure la garde en fait du mineur pour autant que celle-ci puisse se prévaloir d'un mandat exprès d'une des personnes visées à l'article 2.

Art. 7. Les dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 ne sont applicables qu'aux élèves soumis à l'obligation scolaire.

Art. 8. La présence de l'élève est obligatoire du début à la fin des cours, durant toute l'année scolaire.

Art. 9. Aucune absence n'est tolérée si elle n'est dûment motivée et appuyée de pièces justificatives.

Art. 10. Les présences et absences sont relevées dans la première demi-heure de cours de chaque demi-jour scolaire.

Art. 11. Les parents des élèves arrivant en retard doivent justifier l'arrivée tardive par des motifs acceptables auprès du chef d'établissement ou de son délégué qui apprécie les motifs invoqués.

Art. 12. La dispense du cours d'éducation physique n'est accordée que sur production d'un certificat médical. L'élève qui bénéficie d'une dispense du cours d'éducation physique doit être présent à l'établissement.

Art. 13. Les élèves sont soumis à l'autorité du chef d'établissement ou de son délégué ainsi qu'à celle des membres du personnel, dans l'enceinte de l'établissement, aux abords immédiats de celui-ci et en dehors de l'établissement lors des activités extérieures organisées par l'établissement.

Art. 14. Les élèves veillent à se rendre à l'établissement par le chemin le plus direct et dans les délais les plus brefs, tout en respectant les règles de sécurité. Il en est de même pour le retour à domicile.

Lorsqu'ils utilisent un service de transports scolaires, ils sont considérés comme suivant le trajet le plus direct.

Art. 15. Sans autorisation, un élève ne peut quitter son lieu d'activités pendant les heures de cours.

Les changements de locaux s'effectuent en ordre et sans perte de temps.

Pendant les récréations et les pauses de midi, l'élève doit rester dans les limites de l'endroit prévu à cet effet.

En aucun cas l'élève ne peut entrer ni rester dans un local sans autorisation d'un membre de l'équipe éducative.

Art. 16. En toutes circonstances, l'élève aura une tenue, une attitude et un langage corrects.

Art. 17. L'élève respectera le matériel, les locaux et les abords de l'établissement. Il se conformera aux règlements spécifiques de tous les endroits fréquentés dans le cadre scolaire ou parascolaire.

Art. 18. L'interdiction de la consommation ou de l'introduction dans l'établissement de tabac, d'alcool ou de drogue est de stricte application.

Art. 19. Au niveau maternel, un cahier de communication sera proposé à la signature des parents.

Au niveau primaire, sous la conduite et le contrôle de leurs enseignants, les élèves tiennent un journal de classe. L'usage pédagogique du journal de classe est défini par le règlement des études. Le journal de classe mentionne l'horaire des cours et des activités pédagogiques et parascolaires. Le journal de classe tient aussi lieu de moyen de correspondance entre l'établissement et les parents de l'élève. Les communications concernant les absences, les retards, les congés peuvent y être inscrites. Le journal de classe doit être tenu avec soin et signé par les parents de l'élève au moins une fois par semaine.

Art. 20. Sans préjudice de l'application éventuelle à l'élève d'une des sanctions disciplinaires précisées dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1999 définissant les sanctions disciplinaires et les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, les parents sont responsables des dommages occasionnés par l'élève au bâtiment, au matériel et au mobilier de l'établissement scolaire ainsi qu'aux effets des membres du personnel, des autres élèves et des tiers dans le cadre de l'activité scolaire. Ils sont tenus de procéder à la réparation du préjudice subi par l'établissement ou le membre du personnel, l'autre élève ou le tiers dans le cadre de l'activité scolaire, le cas échéant, par la prise en charge du coût financier de la remise en état des biens et des installations.

Art. 21. Les élèves sont tenus d'être attentifs aux effets personnels et au matériel qu'ils apportent à l'établissement. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement précise les objets non scolaires interdits dans l'enceinte de l'école.

Art. 22. Sauf pour ce qui concerne les emplacements spécialement réservés au dépôt et uniquement dans la mesure où une faute peut être établie dans son chef, la responsabilité de l'établissement ne couvre pas la perte, le vol ou les dommages causés aux objets personnels des élèves.

Art. 23. Aucune initiative collective ou individuelle sortant du cadre normal des activités scolaires ne peut être prise sans avoir reçu l'accord préalable du chef d'établissement ou de son délégué (affichagees, pétitions, rassemblements, etc.).

Art. 24. Les polices collectives d'assurances scolaires souscrites par le Ministère de la Communauté française auprès d'une société d'assurance, comportent essentiellement deux volets : l'assurance responsabilité civile et l'assurance contre les accidents corporels. En ce qui concerne le trajet entre l'école et le domicile, l'assurance contre les accidents corporels ne couvre que les risques encourus sur le trajet le plus direct.

Art. 25. Tout accident, quelle qu'en soit la nature, dont est victime un élève dans le cadre de l'activité scolaire, doit être signalé dans les meilleurs délais au chef d'établissement ou à son délégué.

Art. 26. Les parents ont accès à l'établissement selon les modalités définies par le chef d'établissement ou son délégué.

Sauf autorisation expresse du chef d'établissement ou de son délégué, les parents n'ont pas accès aux locaux où se donnent les cours et les différentes activités pédagogiques pendant la durée de ceux-ci.

Toute personne s'introduisant dans les locaux d'un établissement scolaire contre la volonté du chef d'établissement ou de son délégué, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clés est passible de tomber sous l'application de l'article 439 du code pénal.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 28. Le Ministre de l'Enseignement obligatoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 mars 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1459

[C — 2009/29232]

6 MAART 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het basis-huishoudelijk reglement voor de autonome scholen en de verbonden scholen van het gewoon basisonderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1957;

Gelet op het decreet van 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1987 tot vaststelling van het organiek reglement voor de Rijksonderwijsinrichtingen met volledig leerplan, waarvan de onderwijstaal het Frans of het Duits is, met uitzondering van de inrichtingen voor hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 1998 tot bepaling van de educatieve en pedagogische projecten voor het basis- en secundair, gewoon en buitengewoon onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juli 1998 tot goedkeuring van het studiereglement voor het gewoon basisonderwijs van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1999 tot bepaling van de tuchtstraffen en de nadere regels voor hun treffen in de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2008 tot vaststelling van de gemeenschappelijke bepalingen inzake de ernstige feiten die opgenomen moeten worden in het huishoudelijk reglement van elke onderwijsinrichting gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister Leerplichtonderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 2009,

Besluit :

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de autonome en verbonden scholen voor het gewoon basisonderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder «Ouders», de ouders van leerlingen die de inrichting bezoeken of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent.

Art. 3. Het gebruik in dit besluit van mannelijke namen voor de verschillende ambten is gemeenschachtig om de leesbaarheid van de tekst te verhogen, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Art. 4. Dit basis-huishoudelijk reglement geeft de leerlingen of hun ouders geen vrijstelling zich te schikken naar de wetteksten, reglementen en administratieve voorschriften die hen betreffen, die zo nodig door het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden verspreid, alsook naar elke interne nota of aanbeveling van het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde.

Vanuit dit standpunt zal het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde ervoor zorgen dat in zijn eigen huishoudelijk reglement geïntegreerd worden de bepalingen betreffende :

1. de tuchtstraffen en nadere regels voor hun treffen met toepassing van het bovenvermelde besluit van 12 januari 1999, alsook, in voorkomend geval, de aanvullende regels bij deze nadere toepassingsregels;

2. de aard en de duur van de afwezigheden die als gerechtvaardigd beschouwd worden, de aard en de duur van de afwezigheden waarvan de rechtvaardiging beoordeeld kan worden door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde met toepassing van het bovenvermelde besluit van 23 november 1998;

3. de ernstige feiten ter verantwoording van de uitsluiting, met toepassing van het bovenvermelde besluit van 18 januari 2008.

Art. 5. Naast de bepalingen bedoeld in het tweede lid van artikel 4 kan het inrichtingshoofd aanvullende regels bij het basis-huishoudelijk reglement treffen. Deze aanvullende regels worden vooraf aan het advies van de Deelnemingsraad van de inrichting en van het basisoverlegcomité voorgelegd. Behoudens afkeuring door de Minister of diens afgevaardigde wegens dwaling omtrent het recht of strijdigheid met het algemeen belang, worden ze van rechtswege van toepassing na een termijn van zestig dagen vanaf hun kennisgeving aan de Algemene Directie van het leerplichtonderwijs. Het advies van de Deelnemingsraad en dat van het basisoverlegcomité worden bij deze kennisgeving gevoegd.

Art. 6. Elke aanvraag om inschrijving van een leerling gaat uit van de ouders. Zij kan ook van een persoon uitgaan die zorgt voor de feitelijke bewaring van de minderjarige voor zover deze persoon zich kan beroepen op een uitdrukkelijk mandaat van één van de personen bedoeld in artikel 2.

Art. 7. De bepalingen van de artikelen 8, 9, 10, 11 en 12 zijn slechts van toepassing op de leerlingen die aan de leerplicht onderworpen zijn.

Art. 8. De aanwezigheid van de leerling is verplicht vanaf het begin tot het einde van de lessen en dit, tijdens het hele schooljaar.

Art. 9. Geen enkele afwezigheid wordt aanvaard indien zij niet behoorlijk met redenen wordt omkleed en gestaafd door bewijsstukken.

Art. 10. De aanwezigheden en afwezigheden worden in het eerste halve lesuur van elke halve schooldag opgeschreven.

Art. 11. De ouders van de leerlingen die te laat aankomen, moeten hun laattijdige aankomst met aanvaardbare redenen verantwoorden bij het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde die de ingeroepen redenen beoordeelt.

Art. 12. Vrijstelling voor het vak lichamelijke opvoeding wordt slechts toegekend op voorlegging van een gemotiveerde geneeskundige verklaring.

De leerling die een vrijstelling voor het vak lichamelijke opvoeding heeft gekregen, moet in de inrichting aanwezig blijven.

Art. 13. De leerlingen staan onder het gezag van het inrichtingshoofd of van zijn afgevaardigde, alsook onder dat van de personeelsleden, binnen de inrichting, in de onmiddellijke omgeving ervan en buiten de inrichting tijdens buitenactiviteiten georganiseerd door de inrichting.

Art. 14. De leerlingen zorgen ervoor dat ze zo vlug mogelijk de kortste weg naar de inrichting nemen waarbij de veiligheidsregels worden nageleefd. Hetzelfde geldt voor de terugkeer naar huis.

Wanneer ze een dienst van het schoolvervoer gebruiken, worden ze geacht de kortste weg te nemen.

Art. 15. Zonder toestemming mag een leerling zijn plaats van activiteiten tijdens de lessen niet verlaten.

De veranderingen van lokalen gebeuren in goede orde en zonder tijdverlies.

Tijdens de recreaties en de middagpauzen moet de leerling binnen de perken van de daartoe voorziene plaats blijven.

In geen enkel geval mag de leerling zich binnen of buiten een lokaal bevinden zonder de toestemming van een lid van het opvoedingsteam.

Art. 16. In alle omstandigheden zal de leerling de juiste houdingen en manieren hebben en de correcte taal gebruiken.

Art. 17. De leerling zal het materieel, de lokalen en de directe omgeving van de inrichting naleven. De leerling zal zich schikken naar de specifieke reglementen van alle plaatsen waar hij naartoe gaat in het schools- of buitenschoolskader.

Art. 18. Het verbod inzake drugsverbruik of de invoering in de inrichting van tabak, alcohol of drug, wordt strikt toegepast.

Art. 19. In het kleuteronderwijs zal een mededelingschrift ter ondertekening aan de ouders voorgelegd worden.

In het lager onderwijs, onder de leiding en het toezicht van hun leerkrachten houden de leerlingen een klasboek bij. Het pedagogisch gebruik van het klasboek wordt bepaald door het studiereglement. Het klasboek vermeldt de lesregeling en de pedagogische en buitenschoolse activiteiten. Het klasboek dient ook als verbindingsmiddel tussen de inrichting en de ouders van de leerling. De mededelingen inzake afwezigheden, telatakomingen, verlofdagen kunnen er ingeschreven worden. Het klasboek moet zorgvuldig bijgehouden worden en dient indien de leerling minderjarig is, ondertekend te worden door de ouders van de leerling en dit, ten minste één keer per week.

Art. 20. Onverminderd de eventuele toepassing op de leerling van één van de tuchtstraffen, nader omschreven in het besluit van 12 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de tuchtstraffen en de nadere regels voor hun treffen in de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, zijn de ouders verantwoordelijk voor de schade berokkend door de leerling aan het gebouw, het materieel en het meubilair van de schoolinrichting alsook aan de zaken van de personeelsleden, de andere leerlingen en derden in het kader van de schoolactiviteit. Zij zijn verplicht de schade toegebracht aan de inrichting of geleden door het personeelslid, de andere leerling of de derde in het kader van de schoolactiviteit te herstellen, desgevallend, door het ten laste nemen van de financiële kosten van het herstel van de goederen en de installaties.

Art. 21. De leerlingen moeten waken over hun persoonlijke zaken en het materieel die zij naar de inrichting meebrengen. Het huishoudelijk reglement van de inrichting bepaalt de voorwerpen die geen verband houden met het onderwijs en die binnen de school verboden zijn.

Art. 22. Behoudens wat de plaatsen betreft die speciaal voorbehouden zijn voor de bewaring en enkel voor zover een fout kan bewezen worden ten aanzien van haar, strekt de verantwoordelijkheid van de inrichting niet tot het dekken van verlies, diefstal of schade berokkend aan de persoonlijke zaken van de leerlingen.

Art. 23. Geen enkel collectief of individueel initiatief dat het normale kader van de schoolactiviteiten te buiten gaat, kan genomen worden zonder de voorafgaande instemming van het hoofd van de inrichting of van zijn afgevaardigde (aanplakkingen, verzochtschriften, verzamelingen, enz.).

Art. 24. De collectieve schoolverzekeringspolissen aangegaan door het Ministerie van de Franse Gemeenschap bij een verzekeringsmaatschappij bevatten essentieel twee delen : de verzekering aansprakelijkheid en de verzekering tegen ongevallen. Wat het afstand betreft tussen de school en de woonplaats dekt de verzekering tegen lichamelijke ongevallen slechts de risico's opgelopen bij de kortste weg.

Art. 25. Elk ongeval, ongeacht de aard ervan, waarvan een leerling het slachtoffer is in het kader van de schoolactiviteit, moet zo spoedig mogelijk aan het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde worden meegedeeld.

Art. 26. De ouders hebben toegang tot de inrichting volgens de nadere regels bepaald door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde.

Behalve uitdrukkelijke toestemming van het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde hebben de ouders geen toegang tot de lokalen waar de lessen en de verschillende pedagogische activiteiten plaatsvinden tijdens de bovenvermelde lessen en activiteiten.

Elke persoon die in de lokalen van een schoolinrichting binnentreedt tegen de wil van het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, ofwel met behulp van bedreiging of geweld tegen mensen, ofwel door middel van braak, inklimming of valse sleutels, kan veroordeeld worden met toepassing van artikel 439 van het Strafwetboek.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 28. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 maart 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Ch. DUPONT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1460

[2009/201690]

26 JANVIER 2009. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 07 de la division organique 30 et le programme 02 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'ordonnancement à l'allocation de base 51.05 du programme 02 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon des 8 novembre 2000 et 8 février 2002 dans le cadre du Phasing out de l'Objectif 1, de l'Objectif 2 Urbain et de l'Objectif 2 Rural, à savoir, les dossiers suivants (intitulés, opérateurs et codifications des projets cofinancés) :

Phasing out de l'Objectif 1 Hainaut;

Axe 1 : Polariser la croissance par le développement de la base productive;

Mesure 1.1 : Aides aux investissements industriels et serviciels;

Projets et codification du projet :

Dossiers multiples expansion économique E P1A 1 101;

E P1B 1 101;

Allocation de base : 51.05.02;

Crédits d'ordonnancement : 968.000,00 EUR;

Objectif 2 Urbain Meuse-Vesdre;

Axe 1 : Diversification de la base économique;

Mesure 1.1 : Aides aux investissements industriels et serviciels;

Projets et codification du projet :

Dossiers multiples expansion économique E 2UR 1 101;

E 2UP 1 101;

Allocation de base : 51.05.02;

Crédits d'ordonnancement : 30.000,00 EUR;

Objectif 2 Rural;

Axe 1 : Inciter et soutenir le développement endogène d'activités économiques marchandes;

Mesure 1.1 : Aides aux investissements industriels et serviciels;

Projets et codification du projet :

Dossiers multiples expansion économique E 2RU 1 101;

E 2RP 1 101;

Allocation de base : 51.05.02;

Crédits d'ordonnancement : 40.000,00 EUR,

Arrête :

Article 1^{er}. Des crédits d'ordonnancement à concurrence de 1.038 milliers d'EUR sont transférés du programme 07 de la division organique 30 au programme 02 de la division organique 18.